

Questions orales

[Traduction]

LE TIMBRE DE NOËL

M. Terry Clifford (London—Middlesex): Monsieur le Président, je voudrais annoncer à la Chambre les détails de la campagne du timbre de Noël de l'Association pulmonaire du Canada.

L'Association pulmonaire du Canada, qui a vu le jour en 1900, est notre plus ancien organisme national de services bénévoles de santé. Au départ, son premier centre d'intérêt était la prévention de la tuberculose, mais d'autres affections pulmonaires graves réclament maintenant son attention. Depuis le début des années 70, les décès causés par l'asthme ont augmenté de 163 p. 100 chez les personnes de 15 à 34 ans.

L'association lutte contre ces maladies graves en soutenant la recherche, l'information, les services aux patients et la promotion d'habitudes de vie saines. La campagne annuelle nationale du timbre de Noël est la principale source de financement de l'organisme.

Dans London—Middlesex, l'association a aidé 25 900 personnes: asthmatiques, personnes atteintes de maladies pulmonaires chroniques, étudiants qui veulent arrêter de fumer et autres. Elle dispose d'un centre de documentation. Elle peut compter sur 180 bénévoles. Elle souhaiterait avoir un plus grand nombre de spécialistes dévoués comme le Dr Neville Lefcoe et d'autres qui, à l'hôpital Victoria, travaillent d'arrache-pied dans ce champ d'activité.

L'Association pulmonaire du Canada a lancé un programme spécial pour souligner l'effort des pharmacies qui ont banni le tabac.

* * *

[Français]

LE CHEF DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière): Monsieur le Président, hier, le chef de l'opposition, l'honorable Jean Chrétien, a fait des déclarations concernant les référendums. Celui-ci a suggéré de tenir un référendum le jour même où le Québec tiendrait le sien. Et il a ajouté que si le Canada anglais disait non à ce référendum, ce sera le statu quo. «On aura la Constitution qu'on aura», disait-il.

Monsieur le Président, un référendum, ce n'est pas un jeu. Et le chef de l'opposition devrait cesser d'irriter inutilement les Québécois. Une loi sur les référendums,

c'est un outil pour nous sortir d'une impasse, un outil pour le «au cas où». Ce n'est pas pour provoquer les Québécois et encore moins les «bulldozer».

D'autre part, M. Chrétien doit comprendre une chose: On ne peut pas faire un référendum national et en cas d'échec, faire comme s'il ne s'était rien passé. Il n'y aura pas de troisième chance!

* * *

[Traduction]

M. STANLEY KNOWLES

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, le 30 novembre 1942, les électeurs de Winnipeg—Nord—Centre ont député Stanley Knowles à la Chambre des communes. Il y est encore et il mérite toutes nos félicitations et notre estime.

Lorsque je grandissais dans les environs de Winnipeg, je ne connaissais pas grand-chose de la politique, mais j'entendais souvent parler de Stanley Knowles: Stanley pour des pensions raisonnables; Stanley pour les travailleurs; Stanley pour les femmes pauvres; Stanley pour les chômeurs, les démunis, les laissés pour compte de la société. Stanley Knowles était alors un symbole. Il est devenu une institution. Il continue d'incarner une philosophie du service, du dévouement et de l'abnégation. Stanley Knowles n'a été défait qu'une fois, mais même pendant cette pause, il n'a pas cessé de combattre pour la justice sociale. Au moment où il commence sa 50^e année à Ottawa, nous tenons comme beaucoup d'autres Canadiens à souhaiter nos meilleurs vœux à Stanley Knowles, un vrai homme du peuple.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Aujourd'hui, les premiers ministres du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba, qui représentent les trois partis politiques nationaux au Canada, ont lancé un appel concerté au gouvernement fédéral afin que celui-ci cesse de négliger l'économie et convoque immédiatement une conférence des premiers ministres sur l'économie.